

Mon commentaire :

Je trouve cette réflexion profonde, et pour tout dire, bouleversante.

APPEL À LA RETRANSCRIPTION :

Ce serait bien de retranscrire cette vidéo et d'en publier le texte écrit, pour nous aider à fixer ses idées et à les discuter une à une.

L'appel de Jean-Luc Mélenchon à voter Macron (indirectement mais clairement) dès le soir du premier tour, sans hésiter, tout de suite et avec même une grande insistance, a été une vraie baffe, la révélation d'une trahison, l'aveu que cette formidable opposition était factice.

On est donc à mille lieues de l'esprit du *Conseil National de la Résistance* où les gaullistes maurassiens (de l'action française) et les communistes (marxistes) avaient mis l'intérêt général du pays au-dessus de leurs haines mutuelles le temps d'une résistance au pire. Rien de tel ici : ce qu'on appelle « la gauche » nous appelle à voter Macron... Au secours !

Dans ce choix cornélien que nos institutions maudites nous imposent (avec un scrutin **uninominal** détestable) entre deux personnes qu'on ne veut PAS — et même qu'on redoute particulièrement —, la sagesse populaire conseille : « **entre deux maux il faut choisir le moindre** ».

Il me semble qu'ici, **le moindre mal (entre deux personnes dont tout le monde peut redouter de terribles abus de pouvoir), c'est la personne contre laquelle il y aura le plus de digues, le plus de remparts, le plus de contre-pouvoirs.**

Chacun fera bien comme il veut, mais moi je ne m'abstiendrai pas : #ToutSaufMacron.

Et advienne que pourra.

Étienne.

PS : **en complément**, sur le **bilan réel et tangible** du candidat le plus extrême que la droite ait jamais promu depuis 1945 — et que « la gauche » nous appelle donc (et violemment) à réélire (!) —, je vous signale ça :

Formulaire d'engagement de responsabilité pour ceux qui votent Macron (directement ou indirectement) :

CONDITIONS GÉNÉRALES DU VOTE MACRON

REPRESSION, MEPRIS, MENSONGES ET CENSURE

- Crise des gilets jaunes gazés et mutilés
- « Il n'y a pas d'argent magique » lors de la crise des gilets jaunes, au même moment, commande pour 22 millions d'euros de grenades lacrymogènes et de désencerclement
- Perte des cahiers de doléances du « Grand Débat » et sélection des intervenants (semblant de démocratie)
- « J'ai très envie d'embrasser les non vaccinés »
- « Vous n'avez qu'à traverser la rue pour trouver du travail »
- « Les gens qui ne sont rien »
- Moquerie envers le président du Burkina Faso « Bah pars pas il va où ? Il est parti réparer la clim ! »
- « Le Kwassa-kwassa pêche peu mais il amène du comorien ! »
- « Je ne rendrai pas la vaccination obligatoire » (2020) puis instauration du pass vaccinal (2022)
- « Je n'augmenterai pas l'âge de départ à la retraite, ce serait inutile »
- « Le meilleur moyen de se payer un costard, c'est de travailler »
- Se prend en photo avec des prisonniers qui font des doigts d'honneur
- Des artistes aux paroles très déplacées à l'Élysée, fête de la musique 2018
- Agnès Buzyn, Sibeth Ndiaye, Olivier Veran, Jérôme Salomon minimisent l'intérêt du port du masque alors qu'il devient obligatoire en juillet 2020
- Passage en force de lois au milieu de la nuit à l'Assemblée Nationale
- Fermeture de sites internet soit-disant diffuseurs de « fake news »
- Loi Avia contre la « cyberhaine » prétexte pour museler l'opposition
- Répression contre les pompiers, les infirmières, les profs
- Expérimentation et déploiement progressif de la reconnaissance faciale

APAUVRISSEMENT ET DESTRUCTIONS SOCIALES

- Fermeture de 17600 lits d'hôpitaux sur son quinquennat
- 1 milliard en moins pour les hôpitaux (hors covid)
- Hausse de 299% des tentatives de suicides chez les - de 15 ans (fin 2020)
- Responsable de la Loi El-Khomri et des ordonnances Macron
- Baisse des APL
- Suppression de la prime d'activité pour près de 68 000 personnes handicapées et des cotisations salariales maladie et chômage
- Hausse de la CSG pour une partie des retraités
- Suppression des contrats aidés
- Suppression du suivi des salariés exposés aux produits chimiques
- Economie de 3,4 milliards d'euros à prévoir sur l'assurance chômage
- Réforme des retraites qui oblige à travailler plus pour toucher moins
- Budget pour l'hébergement d'urgence diminué de 57 millions d'euro
- Baisse du budget national du logement (hormis en 2021)
- Baisse drastique des logements accessibles aux personnes handicapées
- Suppression de l'Observatoire de la pauvreté
- Hausse du taux de pauvreté et notamment les 5% les plus pauvres
- Lycéens laissés sur le carreau à cause du système Parcoursup
- Fermeture de 400 écoles rurales malgré la promesse de Macron
- Controverses sur la réforme du lycée et la loi pour l'école de la confiance
- Logiciel RH de l'Education nationale abandonné (320 millions d'euros)

TRAHISONS DES FRANÇAIS

- Cloud Act : Hébergements des données de santé de tous les français accessibles aux sociétés américaines (Microsoft, Apple etc.)
- Suppression de l'ISF suite à une « réunion secrète » avec des patrons du CAC40 à l'Élysée, les riches investissent 70 % de moins dans la PME
- Suppression de la flat tax et suppression partielle de l'exit tax
- Refus de rendre public le rapport établi par deux corps d'inspection sur le scandale Orpea (maltraitements EHPAD)
- Remplacement du drapeau français par celui de l'Union Européenne sous l'arc de triomphe
- Traité d'Aix-La-Chapelle (objectif de transfert de notre siège au Conseil sécurité à l'UE et partage de notre arme atomique avec les allemands)
- Pacte de Marrakech : perte de souveraineté sur les décisions migratoires
- Disparition des trains primeurs puis relancé au crédit de Macron
- Tensions avec l'armée et les collectivités territoriales (annulation de 300 millions d'euros de dotations à ces mêmes collectivités en 2017)
- Hausse des tarifs de l'énergie pour sauver des opérateurs privés au détriment d'EDF

MESURES ANTI-ÉCOLOGIQUES

- Convention citoyenne sur le climat non respectée
- Recul sur la loi hydrocarbures et le glyphosate
- Suppression des aides pour l'agriculture bio
- Interdiction via le Conseil d'Etat de la vente de semences paysannes
- Fermeture de Fessenheim puis achat d'énergie au charbon allemande
- Accord avec Total de raser des forêts (« Montagne d'Or » en Guyane)
- Adoption du CETA par l'Assemblée nationale essentiellement LREM

DÉSINDUSTRIALISATION ET DÉPENSES DEMESURÉES

- Vente de la branche Énergie d'Alstom à G.E et Alcatel à finlandais Nokia
- Scandale autour des privatisations des Aéroports de Paris et de Toulouse
- Scandale du chantier naval STX à Saint-Nazaire
- Privatisation de la Française des jeux, ADP et indirectement EDF
- Vente du mobilier national au profit de la Fondation de Brigitte Macron
- Absence de lutte contre le rachat des forêts françaises par les chinois
- Ouverture à la concurrence des concessions hydroélectriques
- Fermeture de l'usine d'hydroliennes à Cherbourg
- Gestion catastrophique de l'incendie de l'usine de Lubrizol de Rouen
- Gestion catastrophique des forces françaises au Mali
- Organisation du Congrès de Versailles : 285 000 €
- Remplacement du service vaisselle de l'Élysée : 500 000€
- Achat massif de fleurs pour l'Élysée et le Fort de Brégançon : 720 000€
- Rénovation du salon doré de la demeure du chef de l'État : 930 000€
- Application StopCovid (échec cinglant) : 6 500 000€ (en 5 mois)
- Dépensés en 2021 dans des cabinets privés (Mc Kinsey...) : 900 000 000€
- 9,1 milliards d'euros de vente d'armes en 2018 dont certaines ont été utilisées contre des civils au Yémen

AFFAIRES RELATIVES À MACRON ET À SON ENTOURAGE

- RothschildGate : Macron impliqué dans le rachat d'une branche de Pfizer par Nestlé, des millions d'euros planqués sur un trust et non déclarés sur son patrimoine
- Benalla, chargé de mission au cabinet présidentiel : usurpation, violence
- Buzyn, ministre de la santé : mise en danger de la vie d'autrui
- Dupond-Moretti, ministre de la justice : prise illégale d'intérêts
- De Sarnez, Ministre Affaires européennes : détournement de fonds
- Laabid, député LREM : abus de confiance, détournement de fonds
- Francois de Rugy, député LREM, ministre de l'écologie : diners mondains à titre personnel très coûteux au frais du contribuable
- Castex, Premier ministre : La Cour de justice de la République a classé sans suite près de 20000 plaintes contre lui
- Sylvie Goulard, ministre des Armées : payée 10 000€/mois par le Think Tank américain (Berggruen), impliqué dans la fraude d'assistants parlementaires
- Jean-Paul Delevoye, haut commissaire aux retraites : abus de confiance et biens sociaux, recels, cumul de retraites, 4 mois de prison avec sursis
- Affaire Makao, garde du corps de Macron : proche de Jawad Bendaoud
- El Guerrab, député LREM : agression physique
- Avia, député LREM : harcèlement moral et propos racistes envers ses collaborateurs, morsure d'un chauffeur de taxi
- Kohler, secrétaire général de la Présidence de la République Française : Conflit d'intérêt, pantouflage, lié à l'affaire Alstom
- Darmanin, Ministre de l'Intérieur : accusé d'agression sexuelle
- Edouard Philippe, premier ministre, ancien d'Areva : conflit d'intérêts, vol en avion à 350 000 euros (affrètement spécial retour de Tokyo)
- Duhamel, directeur de Science Po, proche de LREM : inceste
- Leclabart, député LREM : faux en écriture publique, subornation de témoin et violation du secret de l'instruction
- Flessel, ministre des sports : fraude fiscale et potentiel abus de bien social
- Bigorne, proche de Macron : tentative d'étouffement d'agression sexuelle
- Ferrand, prés. Assemblée : Mutuelles de Bretagne, prise illégale d'intérêts
- Bridey, député LREM : détournement de fonds publics (repas de luxe)
- Solère, député LREM : fraude fiscale, détournement de fonds publics
- Josso, député LREM : abus de confiance
- Bayrou, soutien LREM : emplois fictifs d'assistants parlementaires
- Nardella, soutien LREM : complicité et recel de détournement de fonds
- Ouarouss, suppléant député LREM : trafic de drogue
- Dussopt, ministre Comptes publics : corruption, prise illégale d'intérêts
- Djebbari, ministre des transport : dîner avec un responsable soudanais du génocide du Darfour
- Borne, ministre du travail : conflits d'intérêts
- Navarro, sénateur de LREM : condamné pour abus de confiance
- Castaner, ministre de l'Intérieur : passé mafieux, promesse non tenue sur l'abolition des privilèges des ex-ministres de l'Intérieur, plusieurs propos très polémiques comme sur « l'attaque » de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière
- Chalencq : diners clandestins en pleine crise Covid avec les ministres impliqués Attal et Moretti
- Griveaux, porte parole du Gouvernement : payé 20 000€ par mois pour diriger le lobbying d'Unibail, prestations des meetings Macron
- Pénicaud, ministre du travail : empoche 1,13 million d'euros en stock-option tout en annonçant le licenciement de 900 cadres de Danone
- Poirson, député LREM : pantouflage
- Wargon, ministre chargé du logement : retro-pantouflage
- Hugh Bailey, ex-membre du cabinet Macron : prise illégale d'intérêts G.E.
- Lénaïck Adam, député LREM : conflit d'intérêts (orpillage illégal)
- Mimi Marchand, campagne de Macron : mise en examen pour subordination de témoin et escroquerie en bande organisée
- Elimas, secrétaire d'Etat : harcèlement moral sur 12 membres du cabinet

J'assume l'entière responsabilité des conséquences de mon vote pour Macron

Il manque, à ce bilan (partiel) du passé, des promesses de durcissement pour l'avenir :

- **Retraite promise à 65 ans (!),**

- **Injections forcées à vie** (« vaccins » obligatoires) de produits dangereux (alors qu'on avait pendu les médecins nazis précisément pour avoir fait ça),
- **Pass arbitraire pour avoir accès à tout,**
- **Mort sociale (« suspension ») des opposants politiques,**
- **Surveillance générale et « crédit social » arbitraire à la chinoise,**
- **Guerre permanente** (pour nous enrôler comme des enfants à la manière de la mafia), avec un « **Conseil de défense** », inconstitutionnel, opaque et invérifiable (pas de liste des présents, pas de compte rendu, pas de verbatim, aucun contrôle possible, aucune responsabilité à craindre, l'arbitraire chimiquement pur),
- **Destruction des services publics** (après les avoir asphyxiés financièrement) **et de la fonction publique,**
- **Endettement public croissant et sans fin,** et DONC effondrement de la dépense publique, et DONC chômage,
- « Libre-échange » endurci et DONC sur-effondrement de la balance commerciale et désindustrialisation, et DONC chômage de masse (outil de domination central),
- **Censure,** intimidations, suppression des outils de communication des opposants politiques,
- « **Intelligence avec une puissance étrangère** » ([art. 411-4 du code pénal](#)) à travers (entre autres) **les « cabinets de conseil » à qui les secrets d'État sont livrés en douce** (le fait que les cabinets soient ruineux sans rendre de service et qu'ils ne paient pas d'impôts est NÉGLIGEABLE à côté de la haute trahison qui consiste à les mettre au pouvoir alors que ce sont des étrangers hostiles),
- Et j'en oublie.

Et tout ça SANS AUCUN CONTRE-POUVOIR, même pour résister à d'aussi graves TRAHISONS.

Dernière remarque :

Les vrais démocrates, qui se battent encore contre Macron et son monde, vont avoir sur le dos les prétendus « antifas » (les agents de *police de la pensée* du système de domination), mais on s'en fout : la haine de ces fous furieux est devenue un signe fort qu'on a bien servi l'intérêt général, cette détestation enragée est comme une preuve, une sorte de *légion d'honneur* (involontaire) de bons services rendus à la résistance.

Étienne.